

// LAIT

# Une production mondiale 2022 de 930 Mt

La production mondiale de lait a augmenté de 5 Mt l'an passé. Les exportations mondiales de produits laitiers (77 Md€) ont progressé de 15 % en valeur mais elles ont stagné en volume (89 Mt équivalent lait).



L'institut de l'Élevage a organisé la 12<sup>e</sup> édition « Marchés mondiaux lait et viande bovine » le 7 juin au cours de laquelle un panorama de la filière laitière a été dressé. Pas moins de 930 millions de tonnes (Mt) de lait ont été produites en 2022, soit 5 Mt de plus que l'an passé (+0,6 %). L'augmentation de 8 Mt de la production de lait en Inde (+1,8 % sur un an), en Chine (+6,5 %) et au Pakistan (+2,5 %) a à peine compensé les baisses néozélandaise (-4,3 %), australienne (-6 %) et brésilienne (-8 %). Enfin, l'Union européenne (UE) a produit autant de lait que l'an passé (143,5 Mt) dans une conjoncture de prix favorable.

## Premier exportateur

L'an passé, les échanges mondiaux de produits laitiers se sont tassés en volume (89 Mt) car les pays d'Asie du Sud-Est ont consommé le lait qu'ils ont produit en plus. Mais comme les prix du lait dans les cinq principaux pays exportateurs de la planète ont atteint des sommets – dans l'UE, l'année s'est achevée avec un prix de la tonne de lait à 574 € – les échanges mondiaux de produits laitiers ont progressé en valeur de 15 % par rapport 2021. L'UE, premier exportateur au monde de produits laitiers (25 Mt équivalent lait), reste aussi le premier fournisseur de poudre de lait maigre (41 % de parts de marché), de fromages (41 %) lactosérum (37 %), de lait infantile (56 %) et de poudre de lait enrichie en huile végétale (41 %). L'accord commercial bilatéral entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne n'impacte pas l'équilibre du marché européen. Les contingents de produits laitiers alloués à droits de douane réduits ou nuls n'ont pas été remplis. En fait, l'UE importe de Nouvelle-Zélande le beurre qu'elle ne produit pas en quantités suffisantes pour couvrir ses besoins. Mais le marché européen sera un marché de dégageage si la Chine importe moins de produits néozélandais. Un accord commercial entre l'UE et l'Australie pourrait être signé l'été prochain. Et de nouvelles concessions tarifaires bilatérales

avec le Chili faciliteront l'accès au lithium chilien. Cette année, la production européenne de lait ne progresserait pas. Au contraire, la forte baisse des prix dans les pays du Nord de l'UE va inciter les éleveurs à produire moins de lait avec moins de vaches.

## Nouvelle géographie de la production

Au cours des cinq prochaines années, les intrants coûteront bien plus chers qu'en 2019, avant la crise sanitaire. Par ailleurs, les normes environnementales affecteront sensiblement les capacités à venir de production de lait des Vingt-sept. « Selon Phil Hogan, ancien commissaire à l'Agriculture, le carbone sera même le quota laitier de l'avenir », a affirmé Christophe Lafougère du Gira. Les Pays-Bas s'apprennent d'ores et déjà à réduire de 30 % leur production de lait pour réduire l'empreinte carbone de leurs élevages mais aussi la pollution en azote et en phosphate dans les sols et les nappes phréatiques.

Seules 10 Mt seront produites d'ici 2030 (-4 Mt en 7 ans). Les industriels de la transformation du lait commencent à réorganiser leur collecte en s'approvisionnant dans un rayon de 300 km autour des Pays Bas, en Belgique, en Allemagne du Nord-Ouest et même au Nord de la France où les éleveurs seront incités à produire plus de lait mieux payé. Au cours des cinq prochaines années, une nouvelle géographie de la production et de la consommation de lait se dessinera.

La consommation mondiale de lait (+0,9 % hors Inde et Pakistan) croîtra sensiblement plus aux Etats-Unis et en Chine que dans le reste du monde. Mais l'Empire du milieu produirait 4,5 % de lait de plus par an pour atteindre 42 Mt en 2027. Aussi, ses importations de produits laitiers diminueront de 3 % par an. Plus de lait serait aussi collecté aux Etats-Unis pour fabriquer davantage de fromages. Dans l'Océanie et dans l'Union européenne, la production serait sur le déclin en raison du climat et des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

// CONGRÈS JA

# Le ministre n'est pas passé des paroles aux actes

Le 56<sup>e</sup> Congrès national JA s'est tenu à Saint-Malo du 6 au 8 juin. Le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, est venu conclure les travaux sans vraiment convaincre.



Dans son adresse au ministre, le président des JA nat, Arnaud Gaillot, a demandé « une application pleine et entière des Egalim... Il faut des contrôles, il faut des sanctions (en cas de manquement) et qu'elles soient appliquées ».

« **D**es actes » : juste avant la séance des discours, les quelques 600 jeunes agriculteurs réunis en Congrès à St-Malo du 6 au 8 juin, ont brandi de nombreuses pancartes demandant au ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, d'agir. C'est Pierrick Horel, secrétaire général de JA, qui s'est fait « le porte-parole des voix des régions ». Il a dénoncé « les attaques incessantes sur l'élevage » ; il a demandé le « plein respect » des lois Egalim ; une panification réaliste de la transition environnementale (« pas d'interdiction sans solution »). Il a enfin évoqué, sous des applaudissements redoublés, « la situation invivable des éleveurs » face à la prédation. Alors, notamment dans le cadre du futur Pacte et de la loi d'orientation et d'avenir agricoles (PLOA), les JA demandent « des actes, pour avoir une vraie vision d'avenir » pour l'agriculture française.

## « On se serre les coudes »

Pour sa première intervention à un Congrès JA en tant que président de la FNSEA, Arnaud Rousseau a insisté sur les trois leviers à actionner. Le premier est la compétitivité de l'agriculture. « Le revenu est central, pas d'agriculture sans revenu. Notre unité de mesure sera la part des produits français dans l'assiette des Français ». Deuxième levier : l'attractivité. 100 000 agriculteurs seront en âge de prendre la retraite en 2030. « Nous devons créer les conditions favorables à la désirabilité de nos métiers » a-t-il insisté. Enfin, Arnaud Rousseau a réclamé « un pacte avec la société. Il est nécessaire de poser les nouvelles bases d'un dialogue. Sortons des attaques dans les territoires qui meurent les agriculteurs ». Dans son intervention, il a également insisté sur les relations entre la FNSEA et JA en louant « la capacité à échanger » des deux syndicats, « la capacité à faire vivre nos échanges au quotidien ». « Nos analyses sont

complémentaires, nos expertises s'enrichissent les unes les autres ». « Les échéances nécessitent un syndicalisme fort et constructif » évoquant notamment les élections aux Chambres d'agriculture en 2025. « La FNSEA, c'est votre maison demain. Je ne peux concevoir un avenir sans un passage de relais efficace entre JA et FNSEA ».

Entre FNSEA et JA, « nous sommes en famille », a répondu Arnaud Gaillot, président de JA. « Et en famille, on se serre les coudes, on ne se tourne pas le dos ». Dans son adresse au ministre, il a demandé « une application pleine et entière des Egalim ». « Il faut des contrôles, il faut des sanctions (en cas de manquement) et qu'elles soient appliquées ». Car il en va du revenu des agriculteurs. Le but des Egalim était de « ramener de la valeur dans les cours de ferme. Le prix doit être construit en marche avant ». Et sans revenu pour les agriculteurs « aucune transition ne sera possible. Une entreprise qui n'est pas saine financièrement, ne peut pas mener une transition ». « Nous avons besoin de temps long. La transition ne se fera pas en 5 minutes ». « L'acte de production qui est le nôtre est oublié par certains responsables politiques » ajoute-t-il en rappelant les « attaques contre l'élevage ». Pourtant « le Président de la République est très clair à chaque prise de parole sur la souveraineté alimentaire ». Alors « on se demande pour qui travaillent certains membres du Gouvernement ? » « Il est temps de remettre de l'ordre dans la boutique », a-t-il demandé en se tournant vers le ministre. En plus de ces attaques récentes, les éleveurs subissent les dégâts de la prédation. « Nous doutons de la volonté du Gouvernement d'accompagner les éleveurs à lutter contre les prédateurs ».

## « Renforcer les contrôles »

Malgré ces difficultés, JA souhaite être actif dans la prépara-

tion de la PLOA. Mais « il faut un vrai Pacte avant de passer par la loi ». Il a également insisté sur l'échelon européen, « un échelon indispensable ». Il a salué la prise de conscience par certains parlementaires européens « que la souveraineté alimentaire n'est pas incompatible avec la lutte contre le changement climatique ». « Croire que la récession est la seule façon de s'en sortir est une folie. Comment nourrir plus de gens, en produisant moins ? » « Grâce à notre binôme avec la FNSEA, nous saurons être le syndicalisme de solution. Demain se construit aujourd'hui ». « Préparer la transition, c'est s'en donner les moyens », a répondu Marc Fesneau. « Nous avons réussi à sortir de la déflation. Mais il va falloir renforcer les contrôles ». « La question de la rémunération, c'est celle de la valeur que l'on veut donner à l'alimentation ». « Il faut sortir de la spirale qui veut que le bon prix soit le prix le plus bas ». « Si le combat est celui du prix le plus bas, c'est la disparition de l'agriculture française ».

Le ministre a appelé à davantage de cohérence, tant au plan européen que national. « L'Europe ne peut pas penser puissance, si elle ne se donne pas les moyens de la puissance. Elle ne peut pas avoir la souveraineté alimentaire, si elle ne s'en donne pas les moyens ». Sur le plan national, « nous devons être au rendez-vous de la commande publique » pour remplir les objectifs d'Egalim. Quant à l'élevage, là aussi il faut être cohérent. « Si on défend les prairies, si on défend les haies, alors on défend les élevages ». « Il faut donner de la planification, de la visibilité aux agriculteurs ». Marc Fesneau a terminé son propos en citant Châteaubriand, natif de Saint-Malo : « Le péril s'évanouit quand on n'ose le regarder ». De belles paroles qui n'ont pas suffi à convaincre. A la fin de son discours, les pancartes « des actes » sont réapparues !